

9. Nous déplorons vivement la propagande qui a été permise dans les camps européens de "personnes déplacées" pour les influencer contre le rapatriement dans leur pays, soit par intimidation, soit par de fausses promesses qu'ils seraient amené dans les "pâturages verdoyants" du Canada et des Etats-Unis, évitant ainsi les vicissitudes de la reconstruction de leur pays natal dévasté par la guerre. Nous estimons aussi que des gens influencés par de telles considérations ne sont guère du calibre requis au Canada.

10. Enfin, nous recommandons fortement d'user de prudence dans l'étude de ces demandes, afin d'éliminer des immigrants qui cherchent à tromper les autorités sur leur profession. Comme exemple, nous citerons un mémoire reçu au Canada de l'un de ces camps, où 73 personnes, comprenant des instituteurs et autres professionnels et leurs familles, se présentent également comme "cultivateurs". Nous sommes d'avis que cette dernière indication fut ajoutée uniquement en vue d'obtenir l'entrée au Canada de gens qui ne remplissent pas les conditions requises et n'ont pas l'intention de se livrer à l'agriculture.

En résumé: Nous sommes fermement d'opinion que l'immigration est désirable et profitable à l'expansion et au développement du Canada; qu'elle devrait être entreprise sans distinction raciale ou nationale, et préparée de telle sorte qu'elle ne nuirait pas à l'embauchage des Canadiens et au rétablissement de nos soldats. Nous croyons de plus que la demande d'admission au Canada de "personnes déplacées" de nationalité ukrainienne comme "réfugiés politiques" devrait être péremptoirement refusée; que l'admission de criminels de guerre et de collaborateurs nazis le devrait être également; et que l'on devrait prendre un soin particulier à ne pas admettre d'indésirables sous des présentations mensongères.

M. le PRÉSIDENT: Qui va séparer le blé de l'ivraie?

M. MACIEVICH: Eh bien, il y a une délégation canadienne auprès du comité des Nations Unies. Je possède quelques coupures démontrant que la délégation canadienne prétend qu'il est très difficile de séparer les brebis d'avec les boucs. Elle recommande aussi que le comité qui étudie le sujet soit très prudent, afin que les criminels de guerre et les collaborateurs nazis ne soient pas pris pour des réfugiés politiques.

L'hon. M. DAVID: Ne croyez-vous pas qu'il serait très difficile pour le gouvernement canadien de faire le choix mentionné par le président sans la collaboration des autorités des pays d'où les immigrants sont sensés venir?

M. MACIEVICH: Je crois qu'il serait impossible au gouvernement canadien de trancher la question à lui seul.

L'hon. M. DAVID: Il nous faudrait donc obtenir la collaboration du pays d'où viennent les immigrants.

M. MACIEVICH: C'est exact.

L'hon. M. ROEBUCK: Vous avez dit qui nous devons refuser. Nous avez-vous donné quelques renseignements sur l'endroit d'où nous devrions obtenir des immigrants, la façon de nous y prendre, et qui ils devraient être?

M. MACIEVICH: Il y a en Europe un bon nombre de personnes qui aimeraient venir au Canada. Nous croyons bien qu'il serait impossible de faire venir des immigrants de l'Ukraine à l'heure actuelle. Il y a un bon nombre d'Ukrainiens qui, ayant quitté leurs épouses et leurs enfants et ne les ayant pas vus depuis quinze ans ou plus, retourneront dans leur pays. Il se pourrait que quelques immigrants viennent de l'Ukraine mais je ne crois pas qu'ils soient nombreux. Il y a, bien entendu, des Français, des Yougoslaves, des Norvégiens, etc., qui viendraient au Canada non pas choisis d'après leur nationalité, mais selon leur désir de venir et à condition qu'ils puissent le faire.